/VS

REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 86-282 du 14 Juillet 1986

portant licenciement de leurs emplois des Camarades Désiré ADOTE, Agent de l'Office Béninois de Sécurité Sociale et Damien HOUNNON, Soldat de 2ème classe.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée,
- VU le décret N° 85-254 du 17 Juin 1985 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,
- VU l'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements de deniers publics et faits assimilés commis par les Agents de l'Etat et les Employés des Collectivités locales,
- VU le décret N° 85-159 du 10 Mai 1985 portant création de la Commission ad hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés aux Camarades :

- Didier AKPLOGAN
- Désiré ADOTE
- Albert KOUYE et Consorts

précédemment en service à l'Office Béninois de Sécurité Sociale (O B S S),

- VU le rapport de la Commission ad hoc créée par décret N° 85-159 du 10 Mai 1985,

Le Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en sa séance du 26 Mars 1986,

DECRETE :

Article 1er. - Les Camarades Désiré ADOTE, Agent de l'Office Béninois de Sécurité Sociale et Damien HOUNNON, Soldat de 2ème Classe, sont licenciés de leurs emplois respectifs pour détournement de deniers publics. Ils sont déclarés à jamais incapables d'exercer un emploi public ou semi-public.

.../...

Article 2.- Les Camarades Désiré ADOTE et Damien HOUNNON sont déchus des droits à l'obtention d'une pension de retraite. Toutefois ils pourront prétendre au remboursement des retenues pour pension opérées sur leurs salaires.

Article 3.- Le Camarade Damien HOUNNON sera mis en débet par le Ministre des Finances et de l'Economie et devra rembourser à l'Office Béninois de Sécurité Sociale, solidairement avec les Camarades Didier APLOGAN, Albert KOUYE et Isidore HOUNNON également responsables du préjudice financier causé à cet office, la somme de un million cinq cent quatre vingt huit mille cent cinquante cinq (1 588 155) francs.

Article 4.- Le remboursement de la somme mentionnée à l'article 3 ci-dessus pourra faire l'objet d'un prélèvement sur le montant des retenues pour pension opérées sur le salaire de l'intéressé.

Article 5.- Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales et le Ministre des Finances et de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui prend effet pour compter de la date de suspension des Camarades Désiré ADOTE et Damien HOUNNON de leurs emplois et qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.-

Fait à Cotonou, le 14 Juillet 1986

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Le Ministre du Travail et
des Affaires Sociales

Le Ministre des Finances et de
l'Economie,

Nathanaël MENSAH

Didier DASSI

MINISTRE INTERIMAIRE

Ampliatiions : PR 6 SA/CC/PRPB 4 SGCEN 4 ANR 4 CPC 4 PPC 2 MFE-
MTAS 8 Autres Ministères 13 OBSS 4 Intéressés 5 SPD 2 IGE 3 DGPE/
MTAS 4 DB-DCF-DTCP-DI 10 BN-DAN 4 UNB-FASJEP-ENA 6 BCP-DPE-DLC-
INSAE 8 JORPB 1.-